

DEPARTEMENT
du Pas-de-Calais

ARRONDISSEMENT
de Boulogne-sur-Mer

Canton de Boulogne-sur-Mer-1

VILLE DE WIMILLE

WIMILLE, le 8 décembre 2021

Le Maire de WIMILLE
Président du Centre Communal
d'Action Sociale

Madame, Monsieur et Cher(ère) Collègue,

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir participer à la réunion de la Commission Administrative du Centre Communal d'Action Sociale qui aura lieu en Mairie, le mardi 14 décembre 2021 à 19H00 précises.

ORDRE DU JOUR

- Approbation du compte rendu de la réunion du 30 juin 2021,
- Revalorisation des loyers Résidence Clair Vivre,
- Prix des repas du restaurant Clair Vivre,
- Décision Modificative de Budget N° 1,
- Modalités d'accueil des étudiants de l'enseignement supérieur en stage au CCAS de Wimille,
- Adhésion au groupement de commandes pour l'achat d'électricité, de fournitures et de services associés,
- Modification du tableau des emplois permanents du CCAS,
- Dossiers d'aides facultatives,
- Questions diverses.

Comptant sur votre présence,

Veuillez agréer, Madame, Monsieur et Cher(ère) Collègue, l'expression de ma considération distinguée.



Le Maire,
Président du C.C.A.S.

Antoine LOGIÉ

P.J. : Procuration
Compte rendu de la réunion du 30/06/2021
Notice explicative de synthèse

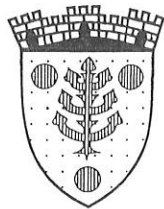
PROCURATION

Je soussigné(e) _____ empêché(e) d'assister à la
réunion de la Commission du C.C.A.S du **mardi 14 décembre 2021 à**
19h00, donne pouvoir et procuration à _____ pour
prendre toutes décisions en mon nom et signer les documents qui seront
soumis à la signature des membres de la Commission Administrative du
Centre Communal d'Action, Sociale au cours de cette séance.

Fait à WIMILLE, le

Le Mandant

Le Mandataire



VILLE DE WIMILLE

WIMILLE, le 21 juillet 2020

DEPARTEMENT
du Pas-de-Calais

ARRONDISSEMENT
de Boulogne-sur-Mer

Canton de Boulogne Nord-Est

Tél. 03.21.32.02.76
Fax 03.21.32.17.88

COMPTE RENDU DE LA RÉUNION **DU CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE** **DU MERCREDI 30 JUIN 2021**

L'an deux mille vingt et un, le trente juin, à dix-neuf heures, les Membres du Centre Communal d'Action Sociale se sont réunis, à la mairie, suivant une convocation en date du jeudi 24 juin 2021.

Étaient présents : A. LOGIÉ, C. BEAUMONT, S. CALON, C. DEBATTE,
V. GUILLOUARD, M. LEFEBVRE, H. TIERTANT, S. VANHOUTTE.

Formant la majorité des membres en exercice, soit 8/13

Étaient absents excusés avec procuration : B. DEBORD (procuration à
A. LOGIÉ, S. LEROY (procuration à H. TIERTANT),

Soit 2/13

Étaient absents : J-L RAVIART, J. SORET, C. WALLEZ

Soit 3/13

Président de séance : Monsieur Antoine LOGIÉ, Maire.

Secrétaire de séance : Monsieur Roland DELATTRE.

Il a été procédé à l'appel. 9 membres sont présents. 2 membres sont excusés avec procuration. 3 membres sont absents. Le quorum est atteint et la séance est ouverte à 19h00.

VOIR DOCUMENTS ANNEXES.

**Approbation du compte rendu de la réunion de la commission administrative du
CCAS du jeudi 15 avril 2021**

Monsieur le Président expose le compte rendu de la réunion de la Commission Administrative du CCAS du jeudi 15 avril 2021.

Il est adopté à la majorité des membres présents ou représentés.

FINANCES

Restitution de fin de l'analyse des besoins sociaux.

Présentation de l'analyse des besoins sociaux : portrait social du Territoire, axes stratégiques et objectifs opérationnels.

Création de deux emplois non permanents

Afin d'assurer la reprise des activités du foyer Clair Vivre, il convient de créer deux emplois non permanents à temps non complet pour une durée hebdomadaire de service de 6 heures à compter du 1^{er} juillet 2021 au 31 août 2021.

A l'unanimité des membres présents ou représentés, il a été décidé d'accepter la création de ces deux emplois.

Autorisation signature convention mutuelle Just

Dans le cadre d'une convention de partenariat, le CCAS et la mutuelle Just ont décidé de collaborer afin d'initier un projet permettant aux habitants de la ville de WIMILLE d'avoir une complémentaire santé favorisée par une mutualisation durable, et que la convention a pour objet de définir les conditions juridiques et financières régissant les Parties dans le cadre de la mise en place d'un contrat de complémentaire santé de qualité dont les bénéficiaires sont les habitants de la ville de WIMILLE, les salariés dont les entreprises ont leur siège social dans la ville mais également les agents territoriaux ne bénéficiant pas de participation financière de la collectivité pour leur couverture santé.

A l'unanimité des membres présents ou représentés, le Président est autorisé à signer la convention avec la Mutuelle JUST.

AIDE FACULTATIVE

Demande de secours pour l'attribution de bons alimentaires

Trois dossiers d'aide facultative ont été déposés au CCAS concernant l'attribution de bons alimentaires.

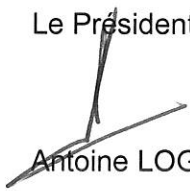
Au vu des informations présentées dans le dossier individuel du demandeur, la Commission Administrative, à l'unanimité des membres présents ou représentés, décide le rejet de bons alimentaires aux chômeurs et bénéficiaires du RSA :

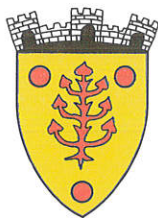
- dossier n° 1 : avis défavorable
- dossier n° 2 : avis favorable pour 12 mois en 2^{ème} catégorie
- dossier n° 3 : avis favorable pour 12 mois en 1^{ère} catégorie

La séance est levée à 21 heures 30.



Le Président,


Antoine LOGIÉ.



DEPARTEMENT
du Pas-de-Calais

ARRONDISSEMENT
de Boulogne-sur-Mer

Canton de Boulogne-sur-Mer-1

VILLE DE WIMILLE

RÉUNION DU C.C.A.S. DU 14 DECEMBRE 2021

NOTICE EXPLICATIVE DE SYNTHÈSE

SOMMAIRE

1.	Compte rendu de la réunion de la Commission Administrative du CCAS du 30 juin 2021	Page 1
FINANCES		
2.	Loyer mensuel d'un logement résidence Clair Vivre. Tarif au 1 ^{er} janvier 2022. Avenant n° 5 nouvelle convention de location conclue avec Habitat Hauts-de-France le 24 janvier 2018	Pages 1 et 2
3.	Prix des repas du restaurant Clair Vivre.....	Page 3
4.	Décision Modificative du Budget N° 1	Page 3
5.	Modalités d'accueil des étudiants de l'enseignement supérieur en stage au CCAS de Wimille	Pages 3 et 4
6.	Adhésion au groupement de commandes pour l'achat d'électricité, de fournitures et de services associés	Page 4
LE PERSONNEL		
7.	Modification du tableau des emplois permanents du CCAS.	Pages 4 et 5
AIDES FACULTATIVES		
8.	Demandes de bons alimentaires	Page 5

1. Compte rendu de la réunion du C.C.A.S. du 30 juin 2021.

Il est proposé à la Commission Administrative du C.C.A.S. d'adopter le compte rendu ci-joint.

FINANCES

**2. Loyer mensuel d'un logement Résidence Clair Vivre. Tarif au 1er janvier 2022.
Avenant n° 5 à la convention de location conclue avec Habitat Hauts-de-France
du 24 janvier 2018.**

L'avenant numéro 5 relatif à la redevance du loyer annuel dû par le CCAS de Wimille pour la résidence « Clair Vivre » a été transmis par Habitat Hauts-de-France le 24 novembre 2021.

Lors de la réunion du 21 décembre 2020, la commission administrative du CCAS avait décidé d'augmenter le montant du loyer mensuel d'un logement à la résidence Clair Vivre à 177,00 € au vu du budget de fonctionnement prévisionnel 2021.

Le montant du loyer reste très modeste et demeure le plus bas dans l'agglomération pour ce type de logement.

La proposition de budget applicable au 1er janvier 2022, pourrait s'établir suivant le détail ci-dessous :

Art. DEPENSES		ESTIMATION 2022
6068	Autres matières et fournitures (acquisition de petit matériel)	1 000,00 €
6132	Location (avenant nouvelle convention)	44 845,00 €
614	Charges locatives et de copropriété dont :	
	1°) entretien des chauffe eaux électriques et robinetterie + 1 chaudière gaz et ramonage	3 020,00 €
	2°) remboursement des TFPB	13 577,00 €
63512		
61522	Entretien et réparations sur bâtiments	1 650,00 €
616	Primes d'assurances	850,00 €
12	Personnel affecté à l'entretien du foyer (4h par semaine)	3 300,00 €
6228	Divers honoraires	3 000,00 €
627	Frais bancaires et assimilés	80,00 €
63513	Autres impôts locaux TEOM (récupérations nominatives)	Néant
6353	Impôts indirects	Néant
654	Pertes sur créances irrécouvrables (loyers non acquittés)	- €
	TOTAL	71 322,00 €
Art. RECETTES		
752	Revenus des immeubles	71 322,00 €

Dans ces conditions le montant du loyer serait déterminé comme suit :

➤ $71\,322,00 \text{ €} / 33 \text{ logements} \times 12 \text{ mois} = 180,11 \text{ €}.$

3. Restaurant Clair Vivre. Tarif des repas à partir du 1er janvier 2022.

Par délibération du 21 décembre 2020, la commission administrative du C.C.A.S. avait fixé pour 2021 les tarifs de restauration au foyer restaurant Clair Vivre comme suit :

- 8 € par repas pour les Wimillois et les non Wimillois.

Au vu de la situation sanitaire, il vous est proposé de maintenir pour 2022 le même tarif de restauration.

4. Décision Modificative du Budget N° 1.

La décision modificative n° 1 de l'exercice 2021 a vocation à ajuster les inscriptions budgétaires du budget primitif, pour tenir compte de la consommation finale effective des crédits et des notifications de recettes reçues après l'établissement du document prévisionnel qu'est le budget primitif.

Ces ajustements se traduisent à la fois par des augmentations, des diminutions de crédits, des transferts de crédits entre chapitres, ainsi que des virements d'article à article à l'intérieur du même chapitre.

Il est rappelé que les opérations d'ordre correspondent à des opérations comptables, qui ne se traduisent pas par une entrée ou une sortie d'argent et sont sans incidence sur l'équilibre budgétaire.

Il est proposé au Conseil d'Administration d'approuver les modifications suivantes :

CCAS DE WIMILLE					
BUDGET 2021 - DECISION MODIFICATIVE N°1					
DESIGNATION		DEPENSES		RECETTES	
		Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
SECTION FONCTIONNEMENT					
D-6182 - 02	Documentation générale et technique	0.00 €	60.00 €	0,00 €	0,00 €
Total D 011 : Charges à caractère général		0.00 €	60.00 €	0.00 €	0.00 €
R-773-01	Mandats annulés (exerc. Antérieurs)	0,00 €	0.00 €	0,00 €	60.00€
Total R 77 : Produits exceptionnels		0,00 €	0.00 €	0.00€	60.00 €
TOTAL FONCTIONNEMENT		0.00 €	60.00 €	0.00 €	60.00 €
TOTAL GÉNÉRAL		60.00 €		60.00 €	

5. Modalités d'accueil des étudiants de l'enseignement supérieur en stage au CCAS de Wimille.

Pour améliorer l'accès des étudiants aux stages, l'Etat a prévu des dispositions encadrant les conditions d'accueil notamment dans la fonction publique.

Le Code de l'Éducation, notamment son article L124-6, précise les modalités pour les étudiants en stage dans les administrations et établissements publics de l'Etat ne présentant pas un caractère industriel et commercial.

Ce texte s'applique aux stages effectués dans le cadre d'un cursus universitaire que les étudiants ont vocation à compléter et qui ont pour objet principal la familiarisation avec le milieu professionnel. Le décret prévoit notamment, la conclusion d'une convention de stage, la désignation d'un tuteur pour les stages de plus de deux mois, ainsi que le principe du versement d'une gratification.

Le Code de l'Éducation, notamment ses articles D124-1 à D124-13, prévoit les obligations à la rémunération des stagiaires.

Le Code de l'Éducation, notamment ses articles D242-1 à D242-2-2, fixe le montant des rémunérations.

Il appartient alors à l'organe délibérant d'en prévoir le principe et d'ouvrir les crédits à cette fin. La gratification ne doit pas excéder 15% du plafond de la sécurité sociale en vigueur.

Il est demandé au CA du CCAS d'autoriser l'accueil de stagiaires et le versement d'une gratification par le Président dans la limite du plafond précité.

6. Adhésion au groupement de commandes pour l'achat d'électricité, de fournitures et de services associés.

Depuis le 1er juillet 2004, le marché de l'électricité est ouvert à la concurrence pour tous les consommateurs professionnels. Cette ouverture s'est élargie aux particuliers au 1er juillet 2007. Aujourd'hui, conformément à l'article L331-1 du code de l'énergie, l'ensemble des consommateurs d'électricité peut choisir un fournisseur sur le marché et s'affranchir ainsi du tarif réglementé de vente proposé par les opérateurs historiques.

Les personnes publiques font partie de cet ensemble de consommateurs pouvant bénéficier des offres de marché.

Dans ce cadre, le regroupement des acheteurs publics d'électricité, de fournitures et de services associés est un outil qui a vocation à permettre d'effectuer plus efficacement les opérations de mise en concurrence.

La Fédération de l'Energie 62 propose l'adhésion à un groupement de commandes du Centre communal d'action sociale. Les deux sites concernés sont le Foyer Clair Vivre et le logement de fonction du gardien.

Il vous est donc demandé de bien vouloir autoriser l'adhésion du Centre Communal d'Action Sociale de Wimille au groupement de commandes coordonné par la FDE.

LE PERSONNEL

7. Modification du tableau des emplois permanents du CCAS.

Conformément à l'article 34 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient donc au Conseil d'Administration du CCAS de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.

Afin de mettre en œuvre la politique sociale souhaitée et d'être en capacité de développer l'offre en termes d'actions sociales à destination des publics visés, il est proposé à l'Assemblée de créer un poste à temps complet sur un emploi de catégorie B de la filière administrative au 1^{er} janvier 2022.

AIDES FACULTATIVES

8. DEMANDES DE BONS ALIMENTAIRES.

Les dossiers seront étudiés en réunion.

WIMILLE, le 8 décembre 2021



Le Président,

Antoine LOGIÉ.